

SOYONS CLAIRS...

Dans la situation actuelle, il ne suffit pas - pour être efficace - de dénoncer la «*déréglementation*» si on ne diagnostique pas le plus exactement possible d'où vient le mal. Cet effort de clarification est d'autant plus nécessaire que les différentes couches de la population finiront bien par se lasser des actions séparées à répétition qui ne sont pas sans rappeler les «*grèves tournantes*» d'antan.

Il ne suffit pas, non plus de proposer la création d'un P.O.I. (*Parti Ouvrier Indépendant*) si on ne définit pas clairement pour quoi faire.

Peut-être conviendrait-il également de s'interroger sur le rôle et la place d'un «*parti ouvrier*» dans le cadre contraignant des institutions de l'Europe Vaticane.

Enfin, peut-être serait-il aussi nécessaire de réfléchir à la «*question nationale*» qui, de toute évidence, ne se pose pas seulement en Palestine ou au Kosovo. On peut être assuré, qu'en dépit des certitudes idéologiques de Monseigneur Radzinger, Jean-Paul II et de quelques autres, des vieilles nations européennes, ne se laisseront pas détruire si facilement. On peut même craindre, à un moment ou un autre, d'assister à des résurgences de réactions nationalistes.

Devant la quasi disparition des bourgeoisies nationales, telles sont quelques unes des questions qui se posent à la classe ouvrière et aux démocrates résolus à défendre les acquis d'une civilisation née de la renaissance des «*lumières*».

Enfin et surtout, si on se définit comme un «*révolutionnaire*», ne pas perdre de vue que rien n'est irréversible et qu'il peut être parfois nécessaire, par exemple, comme en 1940, savoir dire non.

Il ne faut pas, non plus, oublier qu'il n'est pas certain que ce soit nécessairement dans les vieux pots qu'on fait de la bonne soupe!

En clair, si la qualité première d'un militant est la lucidité, mieux vaut ne pas se laisser aller à la nostalgie d'un passé révolu qui pourrait nous amener, par exemple, à accepter de jouer le rôle peu glorieux de subsidiaire des subsidiaires. Ce qui signifie, par exemple, qu'aujourd'hui, et en France, la construction d'une représentation politique ouvrière et démocratique, véritablement indépendante, implique la rupture de tout lien direct ou indirect avec les partis institutionnels, valets de Bruxelles, qu'ils soient de droite ou de gauche!

Mais les faits sont têtus... Pendant la dernière guerre, des camarades, au nom du «*refus de la chaise vide*», ont cru pouvoir composer avec Vichy, notamment en participant à la *Charte du Travail* (une sorte d'équivalence de la C.E.S.), certains d'entre eux ont payé fort cher leurs illusions politiques.

Alors, d'accord pour travailler - mais dans la clarté - au rassemblement de tous ceux, et ils sont de plus en plus nombreux, qui refusent «*l'ordre nouveau*», en n'oubliant jamais qu'il n'existe pas d'autre alternative que capituler ou organiser la résistance.

En conséquence, il ne faut pas céder au mirage de la «*Réal Politik*», il faut appeler et organiser la révolte contre les institutions liberticides du «*Saint Empire Romain Germanique*», d'autant que c'est ainsi que se préparent les révolutions... les vraies!

Alexandre HÉBERT

DÉCLARATION «*DOMINUS IESUS*» SUR L'UNICITÉ ET L'UNIVERSALITÉ «*SALVIFIQUE*» DE L'ÉGLISE

(Texte du Cardinal Ratzinger, contresigné par Jean-Paul II)

La revue «*Europe et Laïcité*» (1) a publié texte suivant qui constitue une réponse aux partisans de «*l'ordre nouveau*» européen et mondialiste qui prétendent que «*l'Église a changé*».

La presse en a beaucoup parlé, et grâce à un internet pieusement inspiré, nous avons reçu (via notre délégation CAEDEL du Portugal) l'intégralité de la dite déclaration.

Nous n'aurons pas la cruauté d'en publier la totalité (plus de 20 pages: ça coûte!) Nous nous contentons d'en extraire quelques citations hautement révélatrices.

Après 15 pages d'auto-célébration sur les vertus de l'exclusive vérité indiscutable de la théologie catholique, les signataires du texte déclarent notamment ceci:

«Le Concile Vatican II a voulu proclamer (...) que malgré les divisions entre Chrétiens, l'Église du Christ continue à exister en plénitude dans la seule Eglise catholique...

Il existe donc une unique Église du Christ qui subsiste dans l'Église catholique, gouvernée par le successeur de Pierre et les évêques, en communion avec lui.

Les «Communautés ecclésiales» () qui n'ont pas conservé «l'épiscopat valide» (...) ne sont pas des Églises au sens propre.*

Aussi, n'est-il pas permis d'imaginer que l'Église du Christ soit simplement un ensemble (...) d'églises et de communautés ecclésiales...

On ne peut ignorer que d'autres rites naissent de superstitions ou d'erreurs et constituent un obstacle au salut.

La vérité de la foi (...) exclut radicalement la mentalité indifférentiste «imprégnée d'un relativisme religieux qui porte à considérer que toutes les religions se valent».

Les adeptes d'autres religions (...) se trouvent dans une situation de grave indigence par rapport à ceux qui, dans l'Église (catholique) ont la plénitude des moyens de salut.

La parité, condition du dialogue, signifie égale dignité personnelle des parties, mais non pas égalité des doctrines (...) et encore moins égalité entre Jésus-Christ (Dieu fait homme), avec les fondateurs des autres religions».

Cette très tolérante déclaration du Préfet de la Congrégation de la doctrine de la foi, précise en conclusion:

«Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II, au cours de l'audience accordée le 16 juin 2000 au soussigné cardinal Ratzinger, avec science certaine et son autorité apostolique, a approuvé la présente Déclaration, décidée en session plénière, l'a confirmée et en a ordonné la publication».

Et on s'étonnera que, chez les chrétiens non catholiques (protestants calvinistes ou luthériens, anglicans, orthodoxes et autres membres d'églises minoritaires), on se soit senti agressé par cette déclaration cardinale-pontificale...!

Quant aux autres religions non chrétiennes, mieux vaut n'en rien dire...

Qui disait que l'Église était devenue tolérante et ouverte?

L'œcuménisme a de beaux jours devant lui...

Le Mouvement Europe et Laïcité

(*) Les groupes religieux minoritaires, chrétiens mais non catholiques romains

(1) *Europe et laïcité*: bulletin trimestriel édité par le Centre d'Action Européen Démocratique et Laïque, 11, rue des Huguenots 94420 Le Plessis-Tréville.

MEETING A BAYONNE LE 14 OCTOBRE 2000

Au cours d'un meeting internationaliste à Bayonne regroupant une centaine de travailleurs avec une forte délégation de camarades Espagnols de Bilbao, notre camarade Jo Salamero a fait l'intervention suivante:

Pas à marche forcée

Tout d'abord une précision: annoncé à ce meeting internationaliste avec l'intitulé de la «*Commission de liaison pour un P.O.I.*», j'indique que, membre de cette Commission, j'interviens à titre personnel, car la commission, si elle a effectivement décidé d'appeler aux manifestations contre la déréglementation, et j'en suis bien d'accord, n'en est pas encore au stade de l'expression collective sur toutes les questions. Composée de militants d'origines diverses, qui font un constat identique sur la situation à l'échelle internationale et sur la crise du mouvement ouvrier, tant dans ses composantes politiques que syndicales, la commission réfléchit, discute, avance, pas à pas, mais pas à marche forcée.

La stratégie, les tactiques, les moyens d'actions, en matière d'organisation pour l'expression d'une politique indépendante de classe, font débat, ce qui est logique: nous sommes porteurs de réalités politiques différentes, qui ont chacune leur histoire, leurs succès, leurs échecs, mais que nous avons toujours tendance à justifier et à prendre pour modèle pour se reconstruire, ce que, de toutes façons, il nous faut reconstruire.

Nous sommes donc réunis pour un meeting internationaliste, et par conséquent notre première affirmation sera pour dire notre solidarité active avec tous les travailleurs qui partout dans le monde, agissent pour préserver l'indépendance de leurs organisations, se battent pour la reconquérir, ou pour les construire quand ils en sont privées.

Solidarité avec ceux de Chine, d'Amérique Latine, avec ceux du Danemark qui viennent de nous donner un exemple de maturité politique, de même signification que les 80% qui, le 24 septembre dernier, en France, ont rejeté sans appel, ceux que l'on appelle la classe politique, ce qui est un événement politique majeur.

Solidarité internationale de classe avec les travailleurs de Palestine et d'Israël pour lesquels nous appuierons toutes les initiatives de l'*Entente Internationale des Travailleurs*, pour que nos camarades trouvent les moyens d'organiser eux-mêmes leurs propres organisations indépendantes de classe, pour la démocratie, la laïcité des institutions, conditions minimum indispensables pour une vraie Paix.

Mes chers camarades, il y a quelques semaines, dans une publication de l'O.C.D.E., un article nous expliquait que le plan officiel de la *Banque Mondiale* visant (d'après eux) à réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015 ne pourra pas être atteint, compte tenu de l'état de la dette. Plus récemment, un rapport de la CNUCED nous informe que 45% des 48 pays les plus pauvres continueront à devenir plus pauvres. D'ici 2015, 4 seulement de ces pays auront commencé à réduire leur mortalité infantile... c'est dans ce monde là que nous vivons. Et pendant ce temps, à quelques kilomètres d'ici, des chefs d'États composant l'*Union Européenne*, discutent, pour, disent-ils tenter de trouver des solutions pour améliorer le fonctionnement de ces institutions.

Et bien, peu nous importe que leurs propositions divergent sur quelques points: élection d'un président au suffrage universel, mise en place d'un gouvernement économique, élargissement des pouvoirs du parlement... Ce ne sont que des aménagements secondaires, à la marge, car toutes ces propositions se situent dans le même cadre extrêmement précis, défini dans les textes des traités qui organisent l'*Union Européenne*, dans les règlements de fonctionnement de la *Commission* et de la *Banque Centrale Européenne*. Tous ces textes, ces traités, qui sont, de fait, le véritable gouvernement de l'Europe, sont basés sur quelques principes clairs destinés à faire fonctionner l'économie de marché, à garantir juridiquement les notions de compétitivité de concurrence, et cela par gouvernements interposés, grâce au sacro-saint, - et combien saint - principe de subsidiarité.

Libre concurrence et subsidiarité

Ces deux principes, libre concurrence et subsidiarité, à eux seuls, suffisent à expliquer la déréglemen-

tation, le démantèlement des services publics, l'éclatement programmé de nos systèmes de protection sociale. Tant que ces cadres juridiques ne sont pas mis en cause, tant que ne sont pas très sensiblement, pour le moins, modifiés les traités de Maastricht et d'Amsterdam, pour ne pas dire abrogés, ce qui est ma position, tant que toutes les politiques monétaires, budgétaires, économiques, sociales, seront définies dans ce cadre là, les gesticulations sur l'Europe sociale, sur la charte européenne des droits, ne sont que poudre aux yeux, dans la mesure où ceux qui s'agitent sur ces perspectives, le font dans un cadre de base, que non seulement ils ne remettent pas en cause, mais qu'ils approuvent, qu'ils ont contribué à mettre en place. C'est pourquoi, l'opposition de fond au traité de Maastricht doit être renforcée.

A bas la C.E.S...

Ils sont donc, par là même, complices de la régression sociale, des reculs de la démocratie, de l'intégration étatique de nos organisations syndicales, qu'entraînent inéluctablement l'accomplissement de la politique de l'*Union Européenne*. C'est ainsi que la bureaucratie qui dirige la C.E.S. , ainsi que les responsables des organisations qui l'approuvent, portent la lourde responsabilité de l'offensive tendant à transformer la nature même de nos organisations. D'associations volontaires de salariés qui se regroupent, dans l'indépendance, pour la défense de leurs revendications, définies par eux-mêmes, pour la conquête de droits démocratiques, il faudrait que nos syndicats deviennent des organismes subsidiaires des états et des gouvernements, eux-mêmes, aux ordres de la commission de Bruxelles.

Certes, nous savons que c'est une tendance constante, une tentative permanente de tous les pouvoirs, quels qu'ils soient, de transformer les syndicats en courroies de transmissions. Mais aujourd'hui, je pense que nous vivons une des attaques la plus importante, la plus sérieuse, la plus dangereuse que nous ayons eu à subir. Un exemple pour illustrer ce propos, que les travailleurs et les militants français connaissent bien: lorsque en 1959 le Président de la République, De Gaulle, pose, par référendum, la question de l'intégration des syndicats à l'État, tout se concentre, à un moment donné, à une seule question à laquelle nous avons appelé à voter NON, NON à l'État corporatiste. Nous avons, à l'époque, gagné cette bataille.

Aujourd'hui, l'État corporatiste se construit par mille et unes avancées successives. Dans des organismes paritaires, dans des organismes où nos syndicats sont représentés et siègent à titre consultatif, on tente, au nom de la participation, de leur donner davantage de compétences délibératives. De représentants directs des intérêts particuliers des salariés, on les transforme en gestionnaires de l'intérêt général.

Rappelons quelques exemples que nous aurions tort de négliger.

Lors de la mise en place de la loi Aubry, le Ministère du Travail propose aux syndicats l'instauration de «*facilitateurs*» désignés par le syndicat, subventionnés par l'État, pour aller expliquer dans les entreprises le bien fondé de la loi!

Soyons aussi extrêmement vigilants sur la campagne et les initiatives concernant le financement des organisations syndicales, au prétexte qu'ils rendent un «*service public*», que la syndicalisation baisse (disent-ils!). Soyons vigilants également dans nos organisations respectives: quatre Confédérations viennent d'écrire au Premier Ministre à propos du «*financement légal*».

Pendant les mouvements récents des patrons routiers, Jospin et Sellières et quelques autres, ont, en même temps, ordonné la levée des barrages. Sellières a précisé «*depuis plusieurs années, des corporations des catégories sociales, ont pris en otage les français... il faut que cela cesse...*». C'est un appel direct à la limitation du droit de grève... comme en Italie.

Veillons également au rôle que l'on voudrait faire jouer aux représentants syndicaux en les associant aux travaux des «*comités départementaux pour l'aménagement du territoire*»... et de ce fameux *Comité de Dialogue Social* dont Jospin lui-même affirme qu'il tend à faire des militants syndicaux des co-législateurs!

Nous pourrions continuer longtemps l'énumération de ces mille et un fils qui tissent la toile de l'État corporatiste. Nous sommes donc en résistance, une résistance qu'il faut organiser. Il y a débat dans nos syndicats? Tant mieux, faisons en sorte de l'entretenir, de le cultiver, de le développer. Mettons au premier plan de nos exigences, le droit pour nos organisations de négocier dans nos cadres nationaux respectifs, et ne reconnaissons à aucune instance supranationale le droit de le faire!

Soutenons tous les mouvements revendicatifs, à l'exemple de la grève massive des cheminots il y a

quelques jours... N'hésitons pas à populariser l'idée de généralisation, et, s'il est vrai que nous savons bien qu'il ne suffit pas d'appuyer sur un bouton, qu'en réalité, elle ne se décrète pas, n'hésitons pas à ouvrir la perspective de la grève générale... en opposition aux manifestations de stimulation critique (comme disaient, il y a peu, les corporatistes italiens) prévue à Nice en décembre.

C'est aussi le moyen de conforter le développement de l'*Internationale Ouvrière Indépendante!*

Merci de votre attention.

Jo SALAMERO.

NANTES - 21 OCTOBRE 2000 DEVANT LA PRÉFECTURE: MANIFESTATION CONTRE LA DÉRÈGLEMENTATION

Toujours plus nombreux sont les militants qui prennent conscience devant la faillite des ex «*partis ouvriers*» et des tentatives européennes et mondiales d'édifier une société totalitaire «moderne», de constituer en France une «*représentation politique*» ouvrière et démocratique se rattachant tout naturellement aux efforts dans le cadre de l'*Entente Internationale des Travailleurs*, tel est le sens de l'intervention du camarade Hubert RAGUIN que nous publions ci-dessous:

«Il y a maintenant plusieurs années nous avons constitué en Maine-et-Loire un comité pour l'abrogation du traité de Maastricht. Ce n'était pas un rassemblement de circonstance mais l'expression de la volonté politique de militants appartenant sur le plan politique ou syndical à des courants différents du mouvement ouvrier, volonté politique de se regrouper et d'agir ensemble contre l'Union Européenne et ses institutions, contre l'Union Européenne et ses oukases baptisés aujourd'hui directives au nom desquelles les salariés devraient accepter les mesures de dérèglementation mises en œuvre par tous les gouvernements sans aucune exception:

- liquidation et privatisation des services publics liquidation des statuts et conventions collectives protégeant les salariés;

- remise en cause systématique de la démocratie et de la plus fondamentale pour nous des libertés démocratiques: le droit pour les travailleurs de faire valoir leurs intérêts en s'organisant dans des syndicats indépendants que Bruxelles et ses gouvernements aux ordres n'ont de cesse de transformer en outils d'application de leur politique.

Nous avons multiplié les initiatives et réuni des dizaines et des dizaines de militants associés à résister, résister à chacun des mauvais coups visant à déréglementer nos droits et nos acquis et force nous a été de constater que chacune de ces initiatives posait de redoutables questions politiques qui ne peuvent être esquivées.

C'est pourquoi nous avons soutenu la préparation de la Conférence Mondiale de San Francisco rassemblant des militants et organisations de nombreux pays: ce sont bien les institutions mondialistes auxquelles les travailleurs et les peuples sont confrontés.

C'est pourquoi notre Comité s'est transformé en juin dernier en commission de liaison situant son action politique sur l'axe du combat en France et au plan international contre les dérèglementation et ouvrant la discussion la plus large qui soit.

Il faut dire les choses comme elles sont: il n'existe pas en France de Parti Ouvrier indépendant à l'exception du Parti des Travailleurs.

Il faut dire les choses comme elles sont: les partis institutionnels, au gouvernement ou dans l'opposition, sont les relais serviles des institutions mondialistes et européennes.

Il faut dire les choses connues elles sont: ceux du gouvernement, ceux de la gauche plurielle, sont ceux qui ont imposé en 1982 et depuis, l'austérité à laquelle nous devons notamment le blocage des salaires, la remise en cause de l'égalité des droits au nom du droit à la différence, la remise en cause de la notion même de citoyen au nom du communautarisme.

C'est la démocratie qu'ils sont aujourd'hui en train de déréglementer. La France, c'est-à-dire le gouvernement de cohabitation Chirac-Jospin, assure la présidence de l'Union Européenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 2000. Au sommet de Nice, les 7 et 8 décembre prochains, ils veulent substituer un agenda social européen au droit national, cet agenda social instaurerait une «nouvelle gouvernance», nouvelle gouvernance dont le seul caractère de nouveauté serait d'associer les syndicats.

Ainsi, le droit de grève est-il méthodiquement mise en cause au nom de l'harmonisation européenne. Sous prétexte que le droit de grève n'est pas reconnu aux fonctionnaires dans tel ou tel pays de l'Union Européenne, il faudrait harmoniser et le remettre dans chaque pays, donc en France. Sous le même prétexte, il faudrait généraliser la substitution des procédures d'arbitrage au droit de grève. Souvenons-nous des menaces et propos vengeurs tenus par les commissaires européens à l'occasion de la grève des routiers en 1997: ils veulent en finir avec le droit de grève.

Il ne peut y avoir de classe ouvrière organisée et représentée sans démocratie. L'intérêt de la classe ouvrière et de la démocratie ne nous imposent-ils pas aujourd'hui de nous regrouper sur un plan politique et ce regroupement ne nécessite-t-il pas de rompre avec tous les partis qui portent les couleurs de l'Union Européenne, de droite, de gauche, de gauche plurielle?

Chers camarades, voilà l'état de nos réflexions. Résister et agir contre la déréglementation nous impose d'être lucides. Nous ne sommes pas isolés, nous nous appuyons sur la force des millions et millions d'hommes et de femmes, de salariés, de démocrates qui, pour défendre leurs conditions d'existence et l'avenir de leurs enfants, non seulement résistent et se battent, mais sont disponibles pour construire les outils qui permettent de vaincre.

A bas l'Union Européenne et ses directives! Vive l'Internationale Ouvrière!

EN VRAC...

«J'ai été pardonné»

Peut-être vous êtes-vous intéressé à cette affaire de curé pédophile devant la Cour d'assises du Calvados? C'est ce qu'il a dit le bougre: *«J'ai été pardonné»*. Cela me rappelle une anecdote familiale.

J'avais douze, treize ans et j'accompagnais mon père à Bordeaux. Pendant qu'il conduisait nous discussions à propos des religions, notamment des relations des croyants avec icelles. Il m'a fait remarquer que les catholiques étaient assez décontractés avec la pratique de la confession. Il m'a cité le cas d'une bonne bourgeoise catholique épouse d'un directeur d'école confessionnelle d'Aquitaine qui lui aurait dit: *«Je trompe mon mari, je vais me confesser, je fais mes pénitences...et je recommence»*.

Je n'avais encore aucune expérience en la matière et l'idée qu'il y avait peut-être là-dessous quelque chose de pas très... catholique m'a retenu de le questionner. Ensuite, j'ai oublié, puis il est mort. Maintenant, je suis certain que ce genre de confidence se fait plutôt sur l'oreiller et j'en ai acquis l'intime conviction en retrouvant une photographie de groupe qui ne laisse aucun doute. Comme ça le paternel, il s'est envoyé en l'air avec l'épouse d'un directeur d'école confessionnelle. Sacré papa! Et vous voudriez que je sois sérieux...

Mais revenons à notre curé pédophile. Il s'est confessé, il a été pardonné et il a recommencé. Reconnaissons que sur ce sujet les évangiles sont des pousse-au-crime: *«On lui présentait des petits enfants pour qu'il les touchât; mais les disciples les rabrouèrent. Ce que voyant, Jésus se fâcha et leur dit: «laissez les petits enfants venir à moi, ne les empêchez pas, car c'est à leurs pareils qu'appartient le Royaume de Dieu. En vérité, je vous le dis: quiconque n'accueille pas le Royaume de Dieu en petit enfant n'y entrera pas. Puis, il les embrassa et les bénit en leur imposant les mains»*. (Mc 10,13,16 - Lc 18,15,17 - Mt 19,13,15 - Bible de Jérusalem)

Sacré Jicé! Y s'emmerdait pas. Faut dire que du temps des Romains, on aimait bien tripoter la chair fraîche, mais à partir d'un tel texte *«sacré»*, tous les prêtres chrétiens devraient être pédophiles.

Tcherno-Blaye

Pendant la tempête de fin décembre, plusieurs réacteurs de la centrale nucléaire de Braud-et-St-Louis, près de Blaye en Gironde, ont eu leurs sous-sols inondés. Les digues censées les protéger avaient été prévues pour résister à une marée pouvant se produire une fois tous les mille ans. Le cas d'une marée à peu près normale, mais poussée par des vents soufflants à plus de deux cents kilomètres/heure n'avait pas été envisagé. Parce qu'on ne peut pas tout prévoir, que le risque zéro est une vue de l'esprit et que de mémoire d'humain un tel phénomène ne s'était jamais produit dans la région.

Il est cependant gênant d'être trop sûr de soi: rien n'avait été prévu pour empêcher que les sous-sols soient éventuellement inondés. Cette inondation a mis hors d'usage les circuits de refroidissement de secours. Bien que les réacteurs aient continué à fonctionner normalement, la décision a été rapidement prise

de les arrêter puisqu'en cas de pépin, même très improbable, il n'y aurait plus de circuit de secours.

Les journalistes de FR3-Aquitaine ont eu un comportement plutôt ambigu: dans les 48 heures, ils ont donné l'essentiel de l'information, puis une semaine plus tard, suite à un article de *Sud-Ouest* au titre putasier en première page, ils ont fait comme s'ils n'avaient rien su. Et la quintessence de faux-jeton (il le porte sur son vigage) qu'est Nick Mamère de hurler à la rétention de l'information. A propos de Nick Mamère, je ne peux m'empêcher de penser à une boutade d'Henri Jeanson: *«Avoir à ce point une tête de faux-cul, cela devient de la franchise!»*.

Cela s'est tassé, mais il ne faut jamais désespérer de la bêtise de la secte écologiste. Ils ont été quelques uns à se rassembler autour de leur nombril voit pour jouer à la gidouille du l'ère Ubu et fonder une association finement nommée Tchernoblaye. Ils ont fait des manifs, avec de belles affiches. D'où vient l'argent? Peut-être qu'ils font de la concurrence au PC en vendant du muguet le premier mai. Glissons.

Pour continuer à se rendre intéressants, ils essaient de faire croire aux populations qui ont avec les techniques les relations que nous avons les uns et les autres, qu'il a failli y avoir un incident majeur, c'est-à-dire une catastrophe.

Bien que ce soit un énorme mensonge, en face la réplique n'est pas à la hauteur. Le Premier Ministre, ce résidu d'homme d'État, ayant lamentablement capitulé devant les Verts (comme il a capitulé devant les cléricaux et les assassins racistes corses) pour des raisons de basse politique électorale, les sous-fifres ont les foies. Pourtant, c'est facile de remarquer que les écologistes sont des salopards menteurs et marchands de peur. A chaque élection, ce sont toujours les électeurs les plus cons qui votent pour eux.

L'enfer et le paradis

Cela se passe dans l'au-delà. Pendant une réunion des cadres supérieurs des trois sites, Satan dit à Pierre:

- *J'ai un problème avec un prisonnier que je n'arrive pas à contrôler. Il sème une pagaille terrible. Il met les démons en grève....*

- *Envoyez-le moi pendant quelques semaines, répond Pierre, pour que vous ayez le temps de resserrer les boulons. Ensuite, je vous le renverrai. Au fait, comment s'appelle-t-il? - Michel Bakounine.*

Aussitôt dit, aussitôt fait et l'ordre régna à nouveau en enfer. Quelques mois plus tard, Satan commence à s'inquiéter de ne pas voir revenir son semeur de merde. Il se branche sur le site Internet de Pierre pour lui rappeler qu'il doit lui renvoyer le turbulent russe.

Pierre: *vous croyez que c'est nécessaire*

Satan: *voyons Pierre, il a été condamné à l'enfer éternel, il doit revenir chez moi.*

Pierre: *bof!*

Satan: *au fait, comment ça se passe chez vous?*

Pierre: *mais, très bien, comme toujours au paradis.*

Satan: *aucun problème?*

Pierre: *aucun.*

Satan: *qu'en pense Dieu?*

Pierre: *quel Dieu?*

Toujours la même ligne

Le 5 septembre, le Vatican a rendu public un document intitulé *Dominus Jésus*, d'une trentaine de pages. L'auteur officiel en serait le cardinal Ratzinger. Jeanpolski et Ratz jouent aux deux compères dont le premier est le gentil et le second le méchant.

Ce document les parpaillots y z'aiment pas. En effet, il y est affirmé que leurs Églises ne sont pas des «Églises au sens propre». Quant aux autres religions, on les respecte, mais on ne leur envoie pas dire que la seule voie de «salut» est le christianisme.

Cela m'a rappelé quelques mots de Voltaire: *«Le nom de catholique signifie universel, ce nom leur suffit pour persuader les idiots qu'on doit dans tout l'univers croire à leurs dogmes et se soumettre à leur pouvoir, ces dogmes sont le comble de la démente et ils disent que c'est précisément ce qui convient au genre humain»*.

Toujours la même ligne à deux siècles et demi d'écart. Et il y a des niaiseux pour affirmer que l'Église a changé !!!

Marc PRÉVÔTEL.

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Étang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 numéros: 150 francs. Abonnement de soutien: 200 francs.
Verser à: Mme PESTEL-HÉBERT - CCP 515-14 C Nantes
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Directeur de publication: Alexandre HÉBERT
